



ASIE/PAKISTAN – Religieux et société civile en faveur d’une révision urgente de la loi sur blasphème

Lahore (Agence Fides) – Une réforme urgente de la loi sur le blasphème, de ses règles procédurales est réclamée dans un appel envoyé à l’Agence Fides par les congrégations et ordres religieux catholiques présents au Pakistan par l’intermédiaire de la Commission Justice et Paix. L’appel a été élaboré et souscrit également par de nombreuses organisations de la société civile du Pakistan, telles que Organization for Development and Peace, Human Rights Commission Pakistan, Awaz Foundation et SPO Pakistan (Strengthening Participatory Organization).

L’appel prend acte du fait que, lors des graves incidents de la Joseph Colony contre les chrétiens, « le gouvernement a échoué et s’est démontré insensible en ce qui concerne la protection des minorités ». Il demande donc « des initiatives immédiates pour sauvegarder la vie des minorités religieuses » ainsi que la reconstruction des maisons. L’une des initiatives nécessaires, est-il affirmé, consiste dans la révision de la loi sur le blasphème, de ses règles et procédures de manière à « décourager l’extrémisme religieux ».

Entre temps, les initiatives de solidarité se succèdent : le Ministre des Affaires religieuses du Pendjab a annoncé que le 15 mars aura lieu la Journée de la Tolérance, au cours de laquelle l’ensemble de la nation démontrera sa solidarité à la communauté chrétienne. L’initiative est née d’une proposition du Conseil des ulémas et d’un certain nombre de responsables chrétiens, dont Paul Bhatti, Conseiller spécial du Premier Ministre pour l’Harmonie religieuse. Une conférence multilatérale entre partis et mouvements politiques, visant à discuter du thème de l’harmonie religieuse, a par ailleurs été annoncée pour le 20 mars à l’initiative de Maulana Tahir Hafiz Ashrafi, qui s’était déjà prononcé sur le cas de Rimsha Masih, la jeune handicapée chrétienne acquittée d’une accusation de blasphème, affirmant son innocence.

Entre temps, le gouvernement fédéral, sur initiative du Président Ali Zardari, a déjà versé aux familles touchées 500.000 roupies pour chacune des habitations détruites afin de pouvoir lancer la reconstruction. (PA) (Agence Fides 13/03/2013)